



ma**LEGALTECH**
Le **nouvel** Economiste

+17,3 points

50 ans de hausse des dépenses publiques

Le rapport des dépenses publiques au PIB est passé de 39,4 % en 1972 à 56,7% en 2022



*Mécomptes publics,
François Ecalle*

Au cours des 50 dernières années, le rapport des dépenses publiques au PIB a augmenté de 17,3 points, passant de 39,4 % du PIB en 1972 à 56,7 % en 2022 (hors dépenses exceptionnelles et temporaires). Sa hausse a été particulièrement forte (10,8 points)

pendant les dix premières années. Depuis 1982, il est sur une tendance plus modérément croissante (6,5 points).

“Cette augmentation de 17,3 points est imputable aux prestations sociales à hauteur de 10,4 points et à la masse salariale des administrations publiques à hauteur de 2,0 points”

Cette augmentation de 17,3 points est imputable aux prestations sociales à hauteur de 10,4 points, aux subventions et autres transferts en faveur des ménages, des entreprises ou du reste du monde (Union européenne surtout) à hauteur de 4,0 points, à la masse salariale des administrations publiques à hauteur de 2,0 points (celle-ci est toutefois en légère baisse depuis 1982). Le poids des achats courants de biens et services n’a quasiment pas varié. Celui des investissements publics a baissé de 0,8 point.

La charge des intérêts de la dette publique a d’abord augmenté, de 0,6 % du PIB en 1972 jusqu’à 3,5 % en 1997 ; la baisse des taux d’intérêt l’a ensuite fait décroître, malgré la hausse de la dette, jusqu’à 1,3 % du PIB en 2020. Elle est remontée à 1,9 % du PIB en 2022.

Les dépenses par catégorie d’administrations publiques ne sont disponibles que de 1978 à 2022. Sur cette période, les dépenses des administrations sociales se sont accrues de 7,4 points de PIB. Celles des administrations locales ont augmenté de 3,4 points, en partie du fait de transferts de compétences de l’État. Le poids des administrations centrales n’a quasiment pas varié.

Diminution du coût des “services généraux” de 0,4 pt

Les dépenses par politique publique ne sont disponibles que de 1995 à 2021. Sur cette période, le total des dépenses publiques primaires (c’est-à-dire hors intérêts de la dette) a augmenté de 4,0 points de PIB.

“Le poids des dépenses publiques en faveur des jeunes (familles et enseignement) a diminué de 0,9 point de PIB de 1995 à 2021 alors que le poids des retraites a augmenté de 2,6 points, ce qui n’a sans doute pas été le meilleur moyen de préparer l’avenir”

Les retraites y ont contribué pour 2,6 points et les dépenses de santé pour 1,3 point. Les dépenses affectées à la sécurité intérieure (justice et forces de l’ordre), au logement (hors prestations sociales), à la politique de l’emploi, à la protection de l’environnement, à la lutte contre l’exclusion et à la culture et aux loisirs ont toutes augmenté, ce qui a conduit à une hausse de 2,3 points de PIB au total.

Le coût des “services généraux” (fonctions supports de l’État, des collectivités locales et des hôpitaux) a diminué de 0,4 point, et les dépenses militaires de 0,8 point. Le poids des “affaires économiques”, ensemble hétérogène de dépenses (souvent des subventions) affectées à des secteurs comme les transports, l’énergie ou l’agriculture, a baissé de 0,2 point. Les dépenses en faveur des familles ont baissé de 0,4 point. Enfin, les dépenses d’enseignement ont décliné de 0,5 point.

Le poids des dépenses publiques en faveur des jeunes (familles et enseignement) a ainsi diminué de 0,9 point de PIB de 1995 à 2021 alors que le poids des retraites a augmenté de 2,6 points, ce qui n'a sans doute pas été le meilleur moyen de préparer l'avenir.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle.

[S'inscrire à la newsletter Économie Politique](#)

A lire également

[Mécomptes publics - les chroniques de François Ecalle](#)

Publié le 12/12/2023

Catégories :

Economie / Mécomptes publics /

Réutiliser cet article

Cet article est une œuvre protégée. Son utilisation donne lieu à des droits d'exploitation et de rediffusion interne et externe. [Nous consulter](#).